

Avec « **Vigilance Circulaires** », vous l'auriez déjà !
 Pour un accès instantané aux circulaires ASF,
abonnez-vous dès maintenant (gratuit)
 Info : e.voisin@asf-france.com

Communication

Numéro : ASF 04.262	Rubrique Générique
Date : 23/09/2004	LEGISLATION ET REGLEMENTATION GENERALES
Emetteur : D. BENSAID	Mots clés
Tél. : 01 53 81 51 81	TAUX - USURE – QUATRIEME TRIMESTRE 2004
Destinataires : Tous adhérents	

Texte joint : Communiqué du 20 septembre 2004 du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Taux applicables à compter du 1 ^{er} octobre 2004 - Application de l'article L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier

ANALYSE ET COMMENTAIRE ASF

Le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie a mis sur son site internet (www.minefi.gouv.fr rubrique « Taux d'intérêt ») les **taux de l'usure applicables à compter du 1^{er} octobre 2004**, dont vous trouverez ci-joint le texte.

Pour des raisons techniques, ces taux ne sont pas encore parus au Journal Officiel. Nous vous adresserons copie du feuillet du JO dès sa parution.

Seuils de l'usure

Chaque trimestre, la Banque de France collecte auprès d'un large échantillon d'établissements de crédit les taux effectifs moyens pratiqués pour **11 catégories de prêts aux particuliers et aux entreprises**. Ces taux, augmentés d'un tiers, établissent les 11 seuils de l'usure correspondants. Les seuils de l'usure sont publiés sous la forme d'un avis au J.O. à la fin de chaque trimestre pour le trimestre suivant.

Le **TMP** (taux moyen pratiqué) est le taux effectif des prêts aux entreprises d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable. Il sert à la Direction générale des impôts pour calculer le taux maximum des intérêts déductibles sur les comptes courants d'associés.

Catégories	Taux effectif pratiqué au troisième trimestre 2004 par les établissements de crédit	Seuil de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} octobre 2004 ⁽¹⁾
Prêts aux particuliers entrant dans le champ d'application des articles L 312-1 à L 312-36 du code de la consommation (prêts immobiliers)		
- prêts à taux fixe :	4,92 %	6,56 %
- prêts à taux variable :	4,39 %	5,85 %
- prêts relais :	5,01 %	6,68 %
Prêts aux particuliers n'entrant pas dans le champ d'application des articles L 312-1 à L 312-36 du code de la consommation (crédits de trésorerie)		
- prêts d'un montant inférieur ou égal à 1 524 euros ⁽²⁾ :	15,10 %	20,13 %
- découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 1 524 euros ⁽²⁾ :	12,16 %	16,21 %
- prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 1 524 euros :	6,84 %	9,12 %
Prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale :		
- prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament :	6,41 %	8,55 %
- prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable :	4,56 %	6,08 %
- prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe :	4,85 %	6,47 %
- découverts en compte ⁽³⁾ :	8,45 %	11,27 %
- autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans :	6,15 %	8,20 %
Prêts aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		
- découverts en compte ⁽³⁾ :	8,45 %	11,27 %

1. Pour les crédits à la consommation, les seuils de l'usure sont exprimés selon la méthode équivalente, conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2002-927 du 10 juin 2002 relatif au calcul du taux effectif global applicable au crédit à la consommation et portant modification du code de la consommation (article R 313-1).
2. Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.
3. Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois. Le taux moyen observé des commissions effectivement prélevées au cours du mois de **juillet 2004** s'est élevé à **0,05 %** du plus fort découvert du mois.

Prêts aux particuliers et aux entreprises

L'article L 313-3 du code de la consommation dispose que "constitue un prêt usuraire tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global qui excède, au moment où il est consenti, de plus du tiers, le taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent par les établissements de crédit pour des opérations de même nature comportant des risques analogues".

L'article L 313-3 du code de la consommation a été modifié par l'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique. Cet article s'applique aux prêts accordés aux particuliers (deux premiers tableaux, inchangés) et aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. (troisième tableau).

L'article L 313-3 du code de la consommation n'est pas applicable aux prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Les découverts accordés à ces personnes sont régis par l'article L 313-5-1 nouveau du code monétaire et financier, issu également de l'article 32 de la loi du 1er août 2003 (quatrième tableau).